

RMS +

AFGHANISTAN
POLITIQUE DE SECURITE
BLINDES ET MECANISES
GENEVE - NITON 23

Revue Militaire Suisse



www.revuemilitairesuisse.ch

Numéro 02 - 2024



3 «Aujourd'hui, qui peut encore croire à la paix?»

Col EMG Alexandre Vautravers

4 Géopolitique de l'Afghanistan (1^{ère} partie)

Saber Azam

8 Afghanistan (2^{ème} Partie) Quinze erreurs majeures

Saber Azam

15 La Force internationale d'assistance à la sécurité: ISAF

Lynne Chandler Garcia, PhD

18 Afghanistan: Quarante ans d'une histoire meurtrière

Chaouki Triai

20 Terrorisme en Afghanistan

Lt Mireille Ryf

22 Afghanistan depuis le retrait de la coalition: Un bilan

Lt Mireille Ryf

24 L'accueil des réfugiés afghans en Suisse dans la guerre au Proche-Orient

Nasrat Latif

26 La bataille d'Hostomel (2^{ème} partie)

Col EMG Alexandre Vautravers

30 Patriot en Ukraine

Adrien Fontanellaz

32 Think Tank 2023: Montée en puissance des forces lourdes

Maj Stefan Bühler, Lt Philippe Lörtscher

35 Rapport de la FOAP bl/art à Thoune

Col EMG Alexandre Vautravers

36 Cours de grenadiers de chars 2023 – Un investissement important et instructif dans nos compétences de défense!

Br Yves Gächter, col EMG Dominik Belser

40 Nouveau plafond des dépenses
Of spéc Olivier Reymond

41 Neutralité ou OTAN – De quel degré de coopération la Suisse a-t-elle besoin?

Erich Rava

42 Il était une fois

Col Dominik Knill

44 L'OTAN et la vulnérabilité de ses bases aériennes

Col EMG Alexandre Vautravers

48 Les Forces aériennes doivent retrouver leur aptitude à disperser leurs moyens aériens

Divisionnaire Claude Meier

50 L'historique des autoroutes comme piste de dégagement

Pascal Kümmerling

54 Formation aviation 11

55 NITON 23: Engagement dans le cadre du second Forum Mondial sur les Réfugiés (UNHCR 23)

Lt col Jean-David Hirschy

58 Quel rôle pour la société militaire de Genève? Constat et défis à relever

Lt col Roland Bodmer

60 SVO: 226^{ème} commémoration de l'Indépendance vaudoise

Lt Philippe Lörtscher

62 Impressions de guerre: Dwight D. Eisenhower, un général politique

Philippe Richardot



F-35A norvégiens lors d'un exercice de dégagement à partir d'une route finlandaise, 2024.

Impressum

Rédacteur en chef:

Col EMG Alexandre Vautravers

a.vautravers@revuemilitairesuisse.ch

Rédacteurs adjoints:

Lt col EMG Julien Grand

Cap Jean-Marc Spothelfer, correcteur

Plt Christophe Tymowski

Of spéc Lena Rey

Of spéc Olivier Reymond

Membres du comité:

Président

Div Mathias Tüscher

mathias.tuescher@revuemilitairesuisse.ch

Vice-président

Col Christian Rey

info@reygroup.ch

Administrateur

M. Hubert Varrin

administration@revuemilitairesuisse.ch

SMG

Col EMG Denis Mastrogiacono

d.mastrogiacono@smg-ge.ch

SVO

Col EMG Christophe Gerber

christophe.gerber@elca.ch

SNO

Maj Sébastien Marti

president@ofne.ch

SOVR

Col Roger Haupt

roger.haupt76@bluewin.ch

SFO

Maj EMG Patrick Noger

patrick.noger@sfo-fog.ch

SJO

Lt col EMG Edouard Vifian

edouard.vifian@vtg.admin.ch

SCBO

Col Francesco M. Rappa

francesco@rappa.ch

Administration, abonnements et publicité:

Association de la Revue militaire suisse (ARMS)

Avenue Général-Guisan 117, 1009 Pully

Tél. +41 21 729 46 44

e-mail: info@revuemilitairesuisse.ch

Compte postal: ARMS, 1009 Pully,

PostFinance CH84 0900 0000 1000 5209 7

Mise en pages et impression: PCL Presses Centrales SA, chemin du Chêne 14, 1020 Renens

ISSN 0035-368X

La Revue militaire suisse (RMS) est un organe de publication officiel de la Société suisse des officiers. Elle appartient aux sections cantonales de Suisse romande et de Berne. Elle est éditée par l'Association de la Revue militaire suisse (ARMS).

Le but de la RMS est, notamment, de faciliter l'échange sur les problèmes militaires et de développer les connaissances et la culture générale des officiers. Les textes publiés expriment la seule opinion de leurs auteurs. La RMS est ouverte à toutes les personnes soucieuses d'œuvrer de façon constructive au bien de la défense générale.

Div Mathias Tüscher, Président de l'ARMS



Soldats américains en Afghanistan. Le conflit fait penser à une véritable « guerre sans fin », tantôt interprétée comme une guerre héroïque de résistance, tantôt comme le jeu géopolitique des grandes puissances.

Editorial

«Aujourd'hui, qui peut encore croire à la paix?»

Col EMG Alexandre Vautravers

Vice-président, Société suisse des officiers (SSO)

Cette phrase, tirée d'un entretien récent avec un grand éditeur de la rue de Bourg, à Lausanne, fait réfléchir...

Le menu du téléspectateur compte souvent pour moitié de nouvelles de conflits armés ou non, oubliés ou qui risquent de se déclencher d'une semaine à l'autre. Les euphémismes de la guerre sont légion : on parle désormais de compétition et de sanctions, de guerre économique, cyber, asymétrique, de terrorisme, de crimes de guerre, d'espionnage, de guerre hybride, de course à l'armement, de nettoyage ethnique, même de génocide...

Dans les rédactions, on s'inquiète de «l'usure» de l'audience. Certaines études avertissent qu'une partie du public se détourne des médias et se plaint de stress excessif et de dépression.¹

L'Institut la recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) a compté en 2023 56 Etats en conflit armé, soit deux fois plus que dans les années 2000 et trois fois plus que dans les années 1990 – celles des « dividendes de la paix ».² Jamais le monde n'a connu autant de guerres simultanément. Depuis 2022, le nombre de morts liés aux effets directs des guerres dépasse les 200'000 : on avait oublié cela depuis le milieu des années 1980.

Un pays sur quatre est directement impacté par la guerre ; les autres s'arment également et sont touchés par les conséquences de ces guerres : migrations, diasporas, activisme politique, terrorisme, fourniture d'armements, etc.

Les conflits de demain sont ceux d'hier

Plus de deux tiers des conflits armés actuels ont plus de trente ans.³ Si le nombre de casques bleus a plus que doublé en une génération, ils concentrent désormais environ 70'000 personnes sur 12 opérations de maintien de la paix majeures.

Les Afghans ou les Palestiniens de moins de 50 ans – pour ne prendre que ces deux exemples – n'ont ainsi jamais connu la paix dans leur pays. Comment pourraient-ils imaginer ce que signifie la paix ? Au même titre que la plupart des Européens n'ont jamais connu la guerre. Comment peuvent-ils imaginer les épreuves que vit le reste du monde ?

¹ Dimitri Vassilaros, «Watching war on TV offers too much reality», Trib Live, 19.02.2024. Toutes les pages consultées le 19.02.2024. <https://archive.triblive.com/news/watching-war-on-tv-offers-too-much-reality-2/>

² <https://www.sipri.org/yearbook/2023/02>

³ https://en.wikipedia.org/wiki/List_of_conflicts_by_duration

Prise de conscience en Europe?

Après Eisenhower (Suez 1956), Nixon (étalon-or 1971), Reagan (réarmement 1981) et Bush Jr. (9/11 2001), c'est une nouvelle fois un président républicain qui crée l'électrochoc en Europe (2024) en laissant entendre que les USA pourraient ne pas venir en aide à un pays membre de l'OTAN qui n'aurait pas versé les 2% du PIB promis à la défense commune !

Les incertitudes sur la poursuite et le niveau du soutien militaire américain à l'Ukraine mettent aujourd'hui les Européens devant leurs responsabilités sécuritaires et géopolitiques : la gestion d'un arc de crises et de conflits qui s'étend de Cadix à la Laponie.

La Russie a embrayé des réformes militaires et industrielles importantes en 2007, avec comme objectif l'aptitude à la guerre en dix ans. En Europe, où l'on n'a pas voulu croire les discours et les rapports russes, il s'agit d'augmenter la taille des forces de 150% d'ici 2030 et d'être apte à assurer la défense du continent face à une possible attaque à l'horizon 2029.

Jusque ici, l'Europe a été prête à payer pour ne pas faire la guerre. Tant que cela ne préterite pas le train de vie de ses habitants. Mais demain, qui sait, les questions de sécurité pourraient bien devenir des priorités absolues sur le plan politique et budgétaire.

Et en Suisse?

La Suisse est le pays européen qui dépense le moins en pourcentage de PIB pour sa défense (0,8%). À l'exception du Vatican.

Depuis 1990, les Rapports sur la politique de sécurité avertissent du rapprochement des crises et des conflits. Ceux qui sont tellement convaincus par le modèle et l'intégration européenne devraient donc être les premiers à remettre en état nos outils de sécurité. En février 2022, le Groupement pour une Suisse sans Armée (GSSA) proposait que la Suisse neutre fournisse des armes à l'Ukraine. Cela en dit beaucoup sur notre déboussollement stratégique.

L'armée suisse réduit ses moyens depuis le début des années 1990. Au début des années 2000, elle a dû s'orienter sur les engagements subsidiaires. Du maintien des compétences, il s'agit désormais de recréer au plus vite des capacités de défense.

La fenêtre pour cette montée en puissance est étroite. Actuellement, tous nos voisins se réarment et il est (encore) possible d'investir dans des programmes d'achat communs et des coopérations utiles. Après 2030, la Suisse risque d'être isolée et incapable de recréer les bases militaires et industrielles de sa sécurité. Et les acquisitions, qui seront alors indispensables et tardives, se paieront à un prix encore plus élevé qu'aujourd'hui.